

Brexit :

Les conséquences d'un départ pour la politique régionale de l'UE et pour le Luxembourg

Résumé

Le Brexit fut vécu comme un choc en Europe. Chaque semaine, si ce n'est chaque jour, de nouvelles informations à ce sujet sont divulguées. Celles-ci examinent surtout les conséquences économiques et politiques du Brexit pour le Royaume-Uni (RU) comprenant la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que celles pour l'UE.

Avec cette publication, le Point de Contact ESPON au Luxembourg propose de prendre du recul pour examiner dans quelle mesure les disparités sociales, économiques et territoriales ont joué un rôle dans l'issue du vote.

Le dossier analyse tout d'abord l'importance du Brexit pour la politique régionale de l'UE, avant de s'interroger sur les possibles conséquences d'un « Brexit » pour le Luxembourg. Pour ce faire, la première partie examine l'importance du RU pour l'UE dans les domaines de la politique, de l'économie, de la politique régionale et de la libre circulation des personnes. Cette situation est comparée avec celle du Luxembourg. La seconde partie s'intéresse aux possibles changements induits par le Brexit dans chacun de ces domaines.

Ce dossier montre tout d'abord que les disparités régionales au sein du RU ont joué un rôle important dans le vote en faveur du Brexit, démontrant que celles-ci ne peuvent être ignorées et que la politique régionale européenne devrait continuer à soutenir le rattrapage économique des régions les moins favorisées, notamment par le biais de projets s'adaptant aux spécificités régionales. Ce dossier montre ensuite qu'au niveau de l'UE le Brexit pourrait également signifier une réduction du budget consacré à la politique régionale. Enfin, il présente les spécificités de l'implication du Ru dans la coopération transnationale. Sa relation avec le Luxembourg dans le secteur financier est primordiale.

Introduction

Le 23 Juin 2016, la majorité de la population britannique (51.9 %) a voté pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (UE), appelé « Brexit ». C'est la première fois qu'un Etat membre décide de quitter l'UE. Le Brexit aura une influence sur le projet d'intégration européenne de même que sur la situation économique des deux parties ainsi que sur les relations économiques qu'elles entretiennent.

Les deux thèmes les plus importants dans la campagne du Brexit :

Immigration

Les partisans du Brexit plaident en faveur d'une limitation de la libre circulation des personnes pour les citoyens de l'UE tandis que le marché commun européen se fonde sur 4 libertés (la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes).

Souveraineté : l'influence de l'UE au RU a déclenché chez les partisans du Brexit le souhait de regagner en souveraineté nationale.

Les principaux acteurs de la négociation :

Côté RU (depuis juin 2016)

- [Theresa May](#) : Premier Ministre britannique
- [David Davis](#) : « Ministre du Brexit »
- [Boris Johnson](#) : Ministre des affaires étrangères

Côté UE

- [Didier Seeuws](#) : en charge de la « Brexit Task Force » pour le Conseil européen (Juin 2016)
- [Michel Barnier](#) : « Ministre du Brexit », Commission européenne (Juillet 2016)
- [Guy Verhofstadt](#) : en charge du suivi des négociations pour le Parlement européen (Septembre 2016)

L'immigration et la souveraineté ont par ailleurs été des questions essentielles dans la campagne référendaire (voir encadré de droite).

Plusieurs étapes sont prévues avant de sortir de l'UE. Selon l'article 50 du traité sur l'Union Européenne, le Gouvernement britannique doit d'abord émettre une demande en ce sens au Conseil Européen. Ensuite, la Grande Bretagne a officiellement une durée de deux ans pour établir sa sortie de l'UE. Theresa May, le Premier Ministre, a annoncé que cette demande sera émise fin Mars 2017.

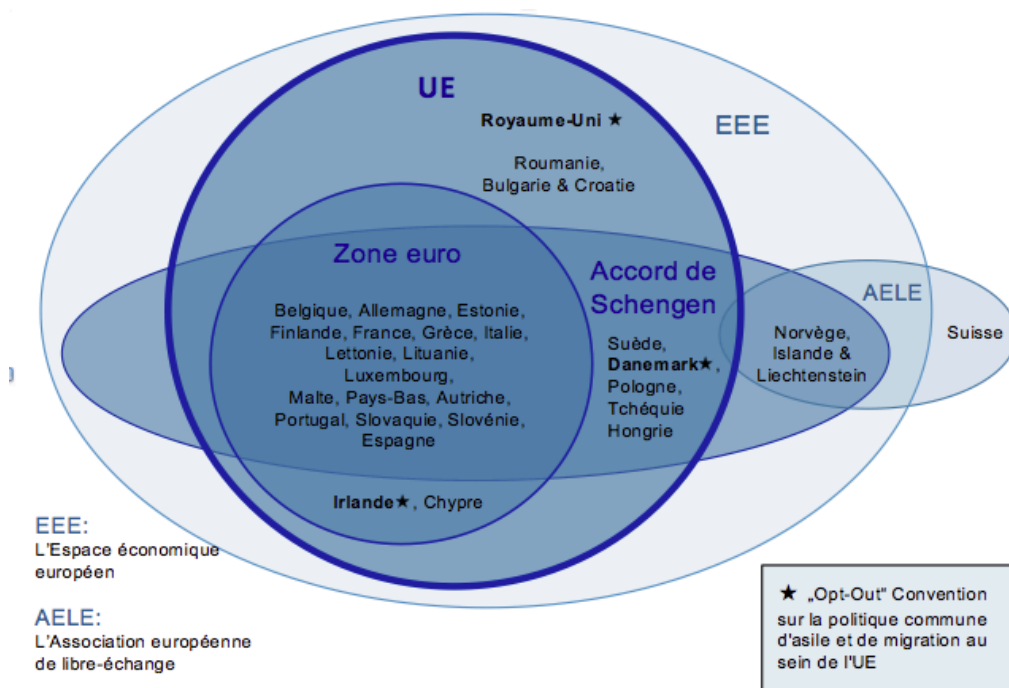
Dans son discours du 17 Janvier 2017, Mme May a déclaré que le Brexit signifiait une sortie complète et que, de ce fait, le RU quitterait aussi le marché intérieur et l'union douanière de l'UE. Afin de regagner en souveraineté politique, Mme May souhaite assurer que son pays sorte complètement de l'Union Européenne. Elle reste cependant attachée aux accords de libre-échange.

1. La place du Royaume-Uni dans l'UE

1.1 Politique

Les éléments suivants caractérisent la relation politique qu'entretient le RU avec l'UE :

- Le RU est entré dans la CEE (UE) lors de la première vague d'élargissement en 1973, en même temps que le Danemark et l'Irlande.
- En 1975, un premier référendum sur l'adhésion à la CEE (UE) a été organisé. A l'époque, la population a majoritairement voté en faveur de l'adhésion à l'UE.
- Le RU soutient depuis le début une politique de libéralisation dans les secteurs du commerce et des services, sans cependant approuver un approfondissement de l'union politique.
- La confiance envers Bruxelles est moindre que dans les autres pays. Insulaire, le pays se perçoit à part du continent et met l'accent sur ses relations avec les pays du Commonwealth. Selon l'Eurobaromètre de 2015, 29% des citoyens britanniques ont confiance dans les institutions européennes tandis que la moyenne de l'UE des 28 s'élève à 40%.
- Le RU n'est pas membre des accords de Schengen (des contrôles frontaliers systématiques sont effectués) ; il n'a pas non plus adhéré à la zone Euro. (Voir graphique)
- La population britannique représente 13% de la population de l'UE en 2015.



Graphique 1 : Les différents degrés d'association des pays dans l'UE. *Source :* Point de contact ESPON Luxembourg

Le référendum a également mis en exergue d'importantes divergences régionales. Si la majorité de la population en Angleterre et au Pays de Galles a voté pour le Brexit, l'Écosse, l'Irlande du Nord et Gibraltar ont au contraire voté pour rester dans l'UE (Tableau ci-dessous).

Régions du RU	Particularités
Ecosse (38% pour le Brexit)	<ul style="list-style-type: none"> Le référendum a renforcé le mouvement séparatiste → Un second referendum sur l'indépendance de l'Ecosse pourrait être organisé pour éviter de devoir sortir de l'UE.
Irlande du Nord (44,2% pour le Brexit)	<ul style="list-style-type: none"> L'ouverture des frontières entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord depuis 1993 a engendré une croissance économique positive de la région et a facilité l'émergence d'un marché du travail transfrontalier. Les subventions de l'UE (les projets INTERREG & PEACE) ont contribué à mettre sur pied une coopération pacifiée. → Le referendum a accentué la peur d'un resurgissement des conflits régionaux entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande.
Gibraltar (4% pour le Brexit)	<ul style="list-style-type: none"> La presqu'île est un territoire d'outre-mer britannique limitrophe de l'Espagne. Gibraltar est le plus gros employeur de la région espagnole limitrophe.
Pays de Galles (52.5% pour le Brexit)	<ul style="list-style-type: none"> La population a majoritairement voté en faveur du Brexit.
Angleterre (53% pour le Brexit)	<ul style="list-style-type: none"> Les résultats des scrutins sont très différents selon les régions. C'est à Londres que le soutien envers l'UE est le plus important avec 72% en faveur du maintien dans l'UE au centre de Londres, suivi de villes universitaires économiquement prospères comme Bristol, Cambridge et Oxford. Dans les campagnes ou dans d'autres villes ayant connu une régression économique durant les dernières années, le vote était en faveur du Brexit.

Tableau 1. Les résultats du référendum dans les différentes entités du Royaume Uni. *Source* : Point de contact ESPON Luxembourg sur base de Arnorsson, A., & Zoega, G. (2016)

En Angleterre et au Pays de Galles, la situation économique et sociale du pays est un indicateur expliquant en partie le résultat du vote. Les analyses montrent que les populations des régions ayant un produit intérieur brut bas, un niveau d'éducation relativement faible, ainsi qu'une part élevée de personnes âgées (de plus de 65 ans), ont majoritairement voté pour le Brexit. Au contraire, le taux de chômage n'a pas été un facteur décisif.

1.2 Economie

Avec Londres comme plaque tournante, l'économie britannique met en relation le marché de l'UE avec les marchés nord-américains et asiatiques. Le RU est la deuxième plus grande économie de marché dans l'UE ; il réalise 17% du PIB de l'Union Européenne en 2015.

Le gouvernement britannique défend **une économie libérale de marché**. Le RU a fortement encouragé le marché intérieur commun qui donne accès à 500 millions de consommateurs. En 2015 :

- Le secteur financier a réalisé 12% de recettes fiscales du RU et a créé 1,4 million d'emplois.
- 45% des exportations du RU sont à destination des autres pays de l'UE ; 4% des biens produits par l'Europe des 27 sont exportés vers le RU.
- Londres est le centre financier le plus important d'Europe : 41% des transactions monétaires mondiales transitent par la City de Londres.

Cette situation économique a son pendant institutionnel : d'une part, l'économie britannique profite du marché intérieur de l'UE, d'autre part cette importance économique fait du RU un contributeur net au budget de l'UE.

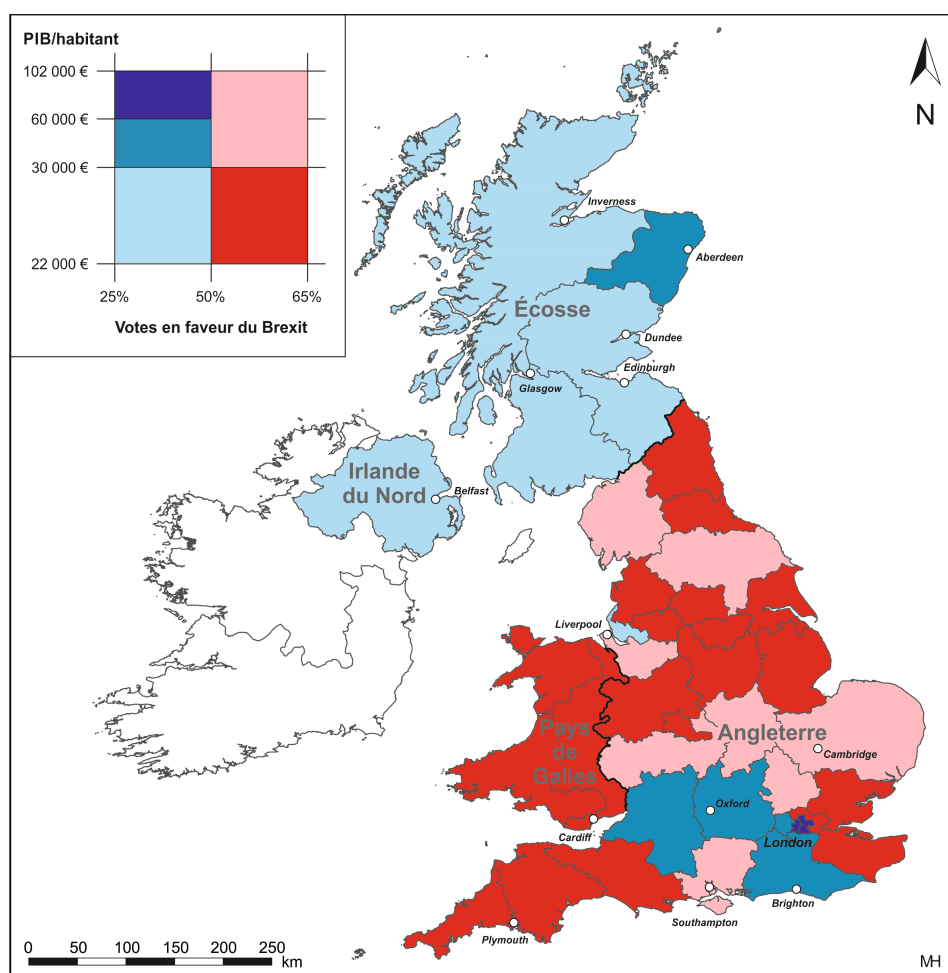
- Le « passeport financier » aussi appelé le « passeport financier européen » permet la liberté d'établissement et la libre circulation des services. En en bénéficiant, les établissements de crédit, les entreprises de valeur immobilière et sociétés d'administration de capital ayant, par exemple, leur siège à Londres, peuvent déployer leur champ d'action dans toute l'UE.
- Le RU est un contributeur important de l'UE et participe de façon décisive au financement du budget de l'UE. En 2014, le RU était le 3^{ème} contributeur après la France et l'Allemagne. En 2015, sa contribution était encore plus élevée, elle a atteint 2,1 millions d'euros.

- Depuis 1985, le RU bénéficie d'un « rabais », négocié en 1984 par Margaret Thatcher afin de mieux faire face aux difficultés dans les secteurs de l'acier et du charbon alors que le RU bénéficiait relativement peu de la politique agricole commune. Ce mécanisme permet au RU de se voir rétrocéder par les autres états membres environ 66% de sa contribution nette au budget de l'UE. Si cet accord était exceptionnel au moment de sa négociation, d'autres états ont également obtenu un rabais depuis (Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Suède).

Sur le plan économique, les disparités régionales marquent le RU de manière importante. Les villes industrielles, en déclin, font partie des perdants économiques (par exemple Sheffield et les comtés du Lincolnshire). D'autres régions sont désavantagées à cause de leurs emplacements périphériques (par exemple : le Sud-Ouest de l'Angleterre et l'Écosse du Nord).

1.3 La politique régionale & la coopération territoriale

La Grande Bretagne est le pays de l'UE le plus marqué par les inégalités économiques. Celles-ci sont accentuées statistiquement par la « City » de Londres, dont le PIB/habitant est plus de trois fois supérieur à la valeur moyenne du RU (2015) alors que les régions du Sud-Ouest de l'Angleterre et la partie ouest du Pays de Galles sont économiquement à la traîne. Ces disparités économiques apparaissent nettement lorsque le PIB par habitant au niveau régional est mis en relation avec les résultats du scrutin (voir carte 1).

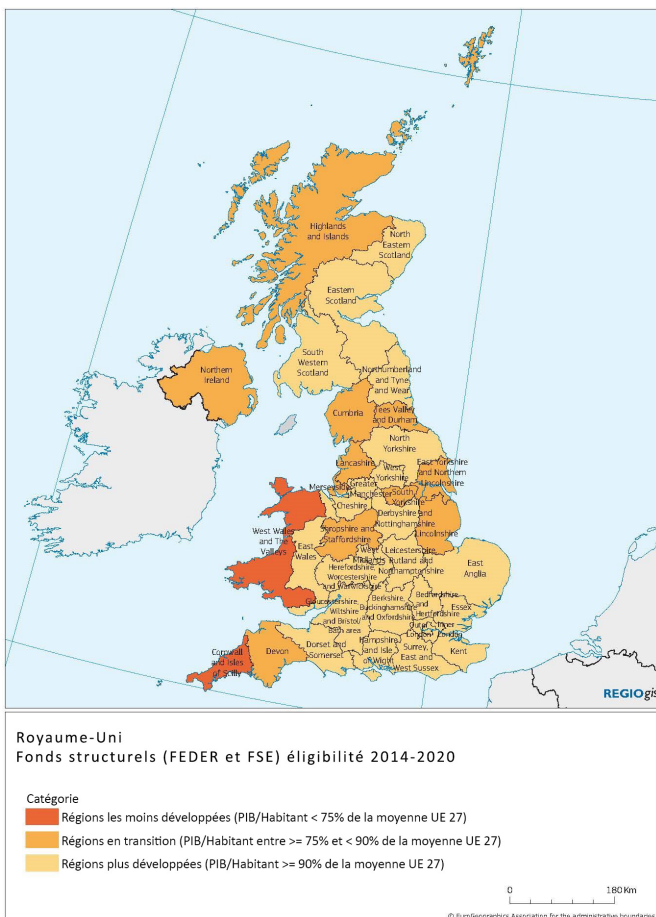


Carte 1 : Les résultats du scrutin du 23.06.2016 comparés au Produit Intérieur Brut par habitant au RU (NUTS 2). *Source : ESPON Contact Point Luxembourg sur base d'Eurostat pour les données PIB/habitant (2015) et d'Arnorsson, A., & Zoega, G. (2016) pour les résultats du référendum.*

Cette carte montre que la population d'Angleterre et du Pays de Galles, habitant dans les régions dont le Produit Intérieur Brut est inférieur à la moyenne, ont voté majoritairement pour le Brexit (régions en rouge). La corrélation

n'est pas aussi évidente pour les régions en rose. A Londres, la majorité de la population a voté contre le Brexit ; elle dispose du PIB par habitant le plus élevé (en bleu foncé). Suivent ensuite les régions économiquement importantes et particulièrement bien éduquées autour de Londres, comme Oxford (en bleu). En Ecosse et Irlande du Nord, les électeurs se sont prononcés pour le maintien dans l'UE, bien que leur PIB soit pour une large part en deçà de la moyenne nationale (en bleu clair). Ces résultats peuvent être expliqués par les spécificités politiques, identitaires et économiques de ces deux régions (voir tableau 1).

La cohésion territoriale fait partie des objectifs que l'UE s'est fixé. Elle se matérialise essentiellement par la politique de cohésion (fonds structurels). Le soutien à la compétitivité a pour but d'encourager le rattrapage des régions les plus faibles. Le montant du budget consacré à cette politique pour la période de 2014 à 2020 s'élève à 351,8 milliards d'euros (soit environ 33% de l'ensemble du budget de l'UE) ; dont 10,8 milliards d'euros (3,1%) sont attribués au RU. Les régions économiquement en repli (dont le PIB est 75 % en dessous de la moyenne de l'UE) reçoivent un soutien financier spécifique. Il s'agit des Cornouailles et des îles Scilly ainsi que l'ouest du Pays de Galles et la région des vallées (West Wales and the Valleys). Le Brexit met en avant la nécessité pour le gouvernement du RU de définir une nouvelle politique de soutien à ces régions qui, après le Brexit, ne pourront plus bénéficier des fonds européens (voir carte 2).



Carte 2 : Fonds structurels accordés au RU pour la période de programmation 2014-2020. Source : Commission européenne (traduction : ESPON Contact Point Luxembourg).

Le volet INTERREG de la politique de cohésion promeut par ailleurs également la coopération transfrontalière, interrégionale et transnationale avec d'autres états et régions de l'UE.

- La coopération transfrontalière est très importante pour l'Irlande du Nord et le Sud de l'Angleterre. La coopération transnationale se manifeste dans plusieurs programmes : la mer du Nord, les régions périphériques du Nord, l'Arctique, la zone Atlantique et l'Europe du Nord-Ouest, programme dans lequel le Luxembourg est aussi associé.

D'autres instruments européens soutiennent le développement territorial, comme la politique agricole ou encore la collaboration transnationale dans les domaines de la science et de la formation.

- Politique agricole : l'aide de l'UE a une importance particulière dans le financement de l'agriculture au RU puisque 55% des revenus agricoles proviennent de la PAC.
- Jusqu'en 2020, le programme Horizon 2020 soutient les secteurs de la science et de l'innovation. Le RU y occupe une position de leader. Ce sont les universités du RU qui en profitent le plus. Sur la période 2013-2014, 9,7% de la totalité des revenus de recherche étaient financés par les subventions de l'UE.
- D'autres programmes existent dans le domaine de la formation (Erasmus +), de la compétitivité des PME (par exemple COSME), de la politique de la pêche (PCP), de l'environnement (par exemple LIFE) et du développement (par exemple FED).

Si le Gouvernement britannique décide de ne plus prendre part à de tels programmes européens, il fera face au besoin de créer des programmes de substitution et pourrait voir la dimension internationale de plusieurs secteurs amoindrie.

1.4 La libre circulation des personnes

L'immigration des citoyens de l'UE vers le RU a contribué à influencer le résultat du scrutin. Les partisans du Brexit en ont beaucoup critiqué l'importance et souhaitent contrôler son ampleur dans le futur. Cependant cette libre circulation fait partie intégrante des quatre libertés du marché intérieur commun.

En tant que centre financier, Londres attire une main d'œuvre hautement qualifiée, comme en témoigne le taux de migration dans le centre de Londres de 39% (Observatoire des migrations, 2014). Les régions économiquement faibles, à l'inverse n'attirent pas la main d'œuvre internationale où le nombre d'étrangers reste faible. Pendant la campagne pro-Brexit, ces faits ont souvent été mal présentés.

En 2015, le nombre d'immigrés polonais, roumains et portugais a particulièrement augmenté. Le nombre de citoyens polonais résidents au RU a augmenté sensiblement en 2015 en comparaison avec 2004 (831 000 en 2015 ; 94 000 en 2004). Depuis, la part des étrangers résident au RU demeure en dessous de la moyenne de l'UE. Selon Eurostat, 41,7% des étrangers au RU sont ressortissants des pays de l'UE (2014). En Allemagne, la part des ressortissants européens parmi la population étrangère est de 47% ; elle s'élève à 74,1% au Luxembourg.

La mobilité profite aussi beaucoup aux étudiants des autres pays de l'UE pour qui le RU est la destination préférée pour étudier. 31% des étudiants de l'UE séjournant à l'étranger sont au RU. Les proportions sont très variables. En Lituanie et à Malte, les ressortissants de l'UE ne représentent que 0,1% de l'ensemble des étudiants tandis qu'au Luxembourg 42,3% des étudiants viennent d'autres pays de l'UE.

L'élargissement de l'UE vers l'est et ses conséquences pour la Grande Bretagne.

En 2004, l'élargissement de l'UE à l'est a constitué une étape importante dans l'intégration européenne. Huit anciens pays du bloc soviétique (ainsi que la Roumanie et la Bulgarie en 2007 et la Croatie en 2013) se sont convertis à l'économie de marché tandis que l'UE a adapté ses politiques pour faciliter leur rattrapage économique. Afin de prévenir un trop grand afflux de travailleurs de l'est sur leurs marchés du travail, de nombreux états membres ont temporairement établi des restrictions à la libre circulation des personnes. L'Allemagne et l'Autriche ont ensuite ouvert leurs marchés du travail en mai 2011. Seules la Grande Bretagne, l'Irlande et la Suède n'ont pas limité la libre circulation des travailleurs. Une importante vague d'immigration en RU, particulièrement venant de Pologne s'en est suivi.

1.5 Le Luxembourg

Données clés du Luxembourg:

- L'industrie financière est le secteur économique le plus important (45.000 emplois), suivi par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et la biotechnologie.
- Dans le domaine des fonds d'investissement, le Luxembourg est le numéro un en Europe (et à la seconde place au niveau mondial).
- Le plurilinguisme du Luxembourg est attractif pour les demandeurs d'emplois internationaux, particulièrement pour les pays limitrophes. La part des étrangers représente au total 46,7% (au 1^{er} Janvier 2016).
- Le Luxembourg a connu une croissance démographique considérable ces dernières années. C'est pourquoi, les infrastructures et le marché immobilier doivent désormais relever de grands défis.

Comparer le rapport que le RU et le Luxembourg entretiennent respectivement avec l'UE permet de mettre en évidence des différences notables ainsi que plusieurs similitudes.

Thèmes de l'UE	Luxembourg	Grande Bretagne
Adhésion	<ul style="list-style-type: none"> • Membre fondateur (1957) • Capitale de l'UE (avec Bruxelles et Strasbourg) • La convention de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) de 1951 a permis la première ouverture de marché. 	<ul style="list-style-type: none"> • Adhésion en 1973 • Siège de l'autorité bancaire européenne (ABE) et de l'agence européenne des médicaments. • Le RU est un des membres fondateurs de l'AELE (Association européenne de libre-échange) fondée en 1960 qui met le libre-échange au premier plan. Le RU a quitté l'AELE au moment de son adhésion à l'UE.
Rôle dans la politique de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> • Etat fondateur particulièrement engagé dans la politique européenne. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ne promeut pas « une union politique encore plus étroite »
Rôle dans l'économie de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> • La crise de la sidérurgie à partir du milieu des années 1970 a modifié le profil de l'économie qui s'est progressivement redéployée vers le secteur des services. 	<ul style="list-style-type: none"> • Restructuration de l'économie comparable à celle opérée au Luxembourg.
	<ul style="list-style-type: none"> • Les deux pays soutiennent une politique commerciale libérale et sont partisans de la construction d'un marché intérieur commun dans le secteur des services. • Londres et Luxembourg-ville sont d'importants centres financiers de l'UE et sont des pôles d'attractions pour les IDE (Investissements Directs Etrangers). 	
Libre circulation des personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Le Luxembourg profite de la libre circulation des travailleurs et de l'ouverture des frontières. 	<ul style="list-style-type: none"> • Londres est attractive et profite de la mobilité des travailleurs.
Politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Les capitales des deux pays constituent le moteur de l'économie nationale. • Les deux pays participent activement à la collaboration transnationale (par exemple programme INTERREG Nord-Ouest Europe et dans le domaine scientifique) 	

Tableau 1: Le positionnement européen du Luxembourg et du RU. Source: Point de contact ESPON Luxembourg

II. Les changements possibles après le Brexit

Les résultats du référendum du 23 juin a pris l'UE des 27 par surprise. La sortie d'un de ses membres affaiblit de fait l'UE, tant sur le plan interne et qu'externe. Du discours de Theresa May, il ressort que limiter la libre circulation des personnes est particulièrement important. Pour cela elle est prête à accomplir une nette séparation : « no deal for Britain is better than a bad deal ».

Malgré tout, certaines questions nécessitent d'être clarifiées au niveau de l'UE. Sur le plan du budget de l'UE, quelles

seront les modifications apportées par le Brexit ? Quelles seront les conséquences pour les citoyens de l'UE résidant au RU et pour les citoyens britanniques résidant dans l'UE des 27 ? Quelles seront les conséquences du Brexit sur la politique régionale de l'UE post-2020 ?

L'UE est engagée dans une course contre la montre. Les négociations sur le budget post-2020 débuteront prochainement et les prochaines élections du Parlement européen auront lieu au printemps 2019. Si les négociations du Brexit ne sont pas conclues avant ces échéances, la situation pourrait se compliquer car le RU devrait procéder au renouvellement de ses membres au Parlement européen. Un débat devrait aussi s'engager sur la future répartition ou suppression des 73 sièges de députés européens du RU.

2.1 Conséquences pour le Royaume Uni

En indiquant vouloir quitter l'UE sans continuer d'adhérer au marché intérieur et à l'union douanière, Theresa May s'est prononcée pour un « Brexit dur ». Les réactions face à ce positionnement ont été variées dans le pays.

Le tableau ci-dessous met en évidence les différences entre un Brexit ne donnant plus accès au marché intérieur (« Hard Brexit ») et un Brexit où les quatre libertés subsistent (« soft Brexit »).

	A) "Hard Brexit"	B) "Soft Brexit"
Politique	<ul style="list-style-type: none"> Le RU n'est plus lié à l'UE : il regagne en souveraineté mais perd son influence dans l'arène européenne, un nouveau rôle est à définir. Le droit de l'UE devrait être complètement transformé en droit national. 	<ul style="list-style-type: none"> Le RU n'est plus membre de l'UE, mais le droit européen reste en partie en vigueur. En tant que membre à part entière du marché intérieur commun, l'acquis communautaire de l'UE reste applicable sans que le RU soit associé aux négociations de la nouvelle réglementation. → Perte de souveraineté nationale. Les décisions de la Cour de Justice de l'UE sont par exemple impératives.
Economie	<ul style="list-style-type: none"> Entraves au commerce : procédure douanière, risque de modification des taux de change de la monnaie, entraves au commerce non tarifaire jusqu'à des procédures d'autorisation séparées. De nouveaux accords de commerce bilatéraux devront être signés en dehors de l'UE : le RU a conclu 33 accords de libre-échange de plus que l'UE, soit 62 accords avec des pays non membres de l'UE. Danger de délocalisation dans d'autres pays de l'UE (particulièrement pour les entreprises exportatrices non britanniques, p. ex. industrie automobile) Pour les entreprises britanniques dont le marché est essentiellement intérieur, il s'agirait d'un avantage, la concurrence étant amoindrie. Le centre financier de Londres devrait être peu impacté sur le court terme, mais pourrait perdre en attractivité sur le long terme. Londres pourrait avoir de nouveaux avantages grâce au dumping fiscal. 	<ul style="list-style-type: none"> Peu de changement. Toutefois un accès complet au marché intérieur signifie que la libre circulation des travailleurs ne peut être entravée. Les accords de libre-échange avec l'UE sont encore valables pour le RU. Faible risque de délocalisation pour les entreprises. Les entreprises britanniques restent en concurrence avec les entreprises des autres pays du marché intérieur. Le centre financier de Londres pourrait continuer à profiter du „passeport financier européen“.

Politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> Le RU perd l'accès aux subventions de l'UE dans le cadre de la politique régionale ; les communes craignent un vide politique et financier L'UE perd 40 régions NUTS-2. Possibles changements dans la politique régionale de l'UE : <ol style="list-style-type: none"> Le budget total des subventions Le seuil de répartition des financements peut changer, ce qui peut modifier les modalités de soutien aux différentes régions D'importants changements sont possibles après 2020. <p>Si le Brexit est entériné avant 2020, le sort des fonds alloués au RU devra être clarifié.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le RU perd l'accès aux fonds de l'UE pour la politique régionale. Le RU pourrait rester un partenaire dans la coopération transnationale et transfrontalière de l'UE (comme le sont l'Islande ou la Norvège) sous condition de participer à son financement.
Libre circulation des personnes	<ul style="list-style-type: none"> Le RU peut poser ses propres conditions à l'immigration en provenance de l'UE. Le statut des citoyens britanniques vivant dans les autres pays de l'UE reste à clarifier. Les demandes de naturalisation dans les pays de l'UE des 27 sont en augmentation. Par exemple, dans un sondage réalisé par le BRILL, 70% des britanniques vivant au Luxembourg indiquent souhaiter demander la nationalité Luxembourgeoise. 	<ul style="list-style-type: none"> La libre circulation des personnes reste en vigueur. Le RU ne peut pas réduire les flux migratoires tout comme il n'y a pas de changement pour les citoyens britanniques vivant dans les autres pays de l'UE.

Tableau 2 : Les possibles conséquences d'une sortie de l'UE pour le RU. *Source:* ESPON Contact Point Luxembourg.

Devant l'ampleur des enjeux locaux et régionaux, plusieurs représentants de villes et communes se déclarent trop peu associés aux discussions actuelles du Brexit. Le RU ne dispose pas de stratégie cohérente de développement régional et depuis 2010, de nombreuses institutions opérant à l'échelle régionale ont été remplacées par des initiatives à l'échelle locale. Aucun cadre institutionnel n'est prévu pour associer les représentants locaux aux discussions sur le Brexit. Cette situation contraste avec la politique régionale européenne qui traditionnellement prévoit d'impliquer les différents niveaux de gouvernement dans la programmation.

Une sortie de l'UE peut aussi constituer une chance pour élaborer une nouvelle stratégie de développement régional cohérente. Pour le reste, le non remplacement des subventions européennes par un mécanisme de soutien au développement territorial risquerait de conduire au creusement des inégalités territoriales.

2.2 Les conséquences pour le Luxembourg

Le Gouvernement luxembourgeois a, depuis le début, déclaré que les relations avec le RU resteraient importantes. Pour cela, il entend favoriser un « *smart divorce* ». Le Gouvernement du Grand-Duché a souligné que le principe selon lequel le marché intérieur repose sur quatre libertés et qu'il ne devrait donc pas être possible pour le RU de limiter la libre circulation des personnes tout en continuant de bénéficier des trois autres libertés. Le Premier Ministre Xavier Bettel s'est exprimé clairement: « *before they were in and they had many opt-outs ; now they want to be out with many opt-ins. We're not on Facebook where there's an 'It's complicated status'*” (Citation du 10 Octobre 2016, bbc).

Conséquences pour le Luxembourg:

- Avec le Brexit, le Luxembourg perd un partisan du libéralisme (particulièrement dans le secteur des services où les deux pays ont des intérêts comparables).
- Le RU est un partenaire important pour le Luxembourg dans de nombreux programmes de l'UE. C'est pourquoi il est intéressant pour le pays que le RU puisse rester associé dans certains d'entre eux (comme c'est le cas pour la Norvège, l'Islande ou encore la Suisse).
- Le Brexit pourrait déclencher une compétition entre plusieurs grandes villes européennes jouant un rôle important dans le secteur de la finance (en particulier Dublin, Paris, Francfort-sur-le-Main et Luxembourg).
- Les experts en économie supposent que le marché financier pourrait tirer profit du Brexit. Les délocalisations vers le Luxembourg sont possibles. Le pays ne veut cependant pas faire de la « publicité » agressive dans l'attente de l'issue des négociations. Malgré tout, l'agence *Luxembourg for finance* a créé un groupe de travail en charge du suivi du dossier.
M&G (la 5^{ème} plus grande entreprise dans le domaine des fonds d'investissement) a annoncé ouvrir une nouvelle succursale au Luxembourg, tout comme certaines firmes états-uniennes planifient d'y délocaliser leurs sièges européens, voire de les y établir.

3. Résumé

Avec le référendum de Juin 2016, les citoyens du RU se sont prononcé en majorité pour une sortie du RU de l'UE. Depuis cette date, bon nombre d'aspects restent à clarifier à bien des égards.

Politique

- Depuis son entrée dans l'UE en 1973, le RU a freiné tout approfondissement de l'intégration politique en mettant l'accent sur la libéralisation dans les secteurs du commerce et des services.
- Theresa May est prête à sortir complètement du marché commun afin de regagner en souveraineté.

Economie

- L'importance économique de l'UE pour le RU ne devrait pas être sous-estimée puisque l'UE27 est une destination importante pour les biens britanniques à l'export.
- En Europe, Londres est le centre financier le plus important. Sur le long terme et si le RU venait à perdre accès au marché intérieur, sa situation pourrait se détériorer. La révision de l'imposition des entreprises à la baisse pourrait limiter l'ampleur de ce mouvement.

Politique régionale

- Le référendum a mis en exergue les disparités importantes économiques au sein du RU. A Londres, la part des votes pro-UE est la plus élevée tandis que les régions en repli économique se sont prononcées pour une sortie de l'UE.
- Le RU pourrait être amené à mettre sur pied une nouvelle politique agricole ainsi qu'une nouvelle politique régionale afin de minimiser les conséquences négatives du Brexit sur son développement agricole et régional.

Libre circulation des personnes

- La libre circulation des citoyens européens a largement influencé l'issue du référendum.
- Mme May a exprimé le souhait de contrôler l'immigration des travailleurs de l'UE.

Luxembourg

- Le RU est un partenaire important du Luxembourg puisqu'ils sont tout deux partisans du libéralisme économique. Leur partenariat est également important dans le domaine de la coopération européenne transnationale.

- Si le RU venait à perdre son accès au marché intérieur, le Luxembourg pourrait gagner en attractivité pour les entreprises multinationales. Cela pourrait également signifier pour le Luxembourg une augmentation de sa population et donc des prix de l'immobilier, nécessitant aussi possiblement certaines adaptations des infrastructures. En ce sens, la stratégie d'aménagement du territoire prenant en compte ce type de scénario constitue un prérequis pour un développement territorial équilibré.

Les résultats du référendum du 23 juin montrent que les disparités régionales à l'intérieur d'un même pays ne doivent pas être ignorées. La politique régionale européenne devrait continuer de soutenir le rattrapage économique des régions en difficulté en s'appuyant notamment sur des projets adaptés aux spécificités régionales. Ces dernières devraient être valorisées afin d'éviter l'émergence de sentiments de défiance à l'égard de l'UE.

Sources

- Arnorsson, Agust, Zoega, Gylfi. "On the Causes of Brexit," *Birkbeck Working Papers in Economics & Finance*, 2016.
- Ahmed, Kamal. "What Does 'Hard' or 'Soft' Brexit Mean? - BBC News," 29.09.2016, <http://www.bbc.com/news/business-37500140>.
- Bachtler, John, and Iain Begg. *Cohesion and Cohesion Policies in the UK: What Might Brexit Entail? Policy Brief Drawing on a Brainstorming Workshop Held on 21st March 2016*, 2016. <http://ukandeu.ac.uk/wp-content/uploads/2016/06/Iain-Begg-and-John-Bachtler-Workshop-Policy-Brief.pdf>.
- Bachtler, John, and Carlos Mendez. "Brexit, EU Cohesion Policy and Regional Development in the UK." *European Polocoes Research Centre*, 2016, 1–3. http://www.eprc.strath.ac.uk/news/20160620_Brexit_blog_post.pdf.
- BBC. "EU Referendum: The Result in Maps and Charts - BBC News," 24.07.2016, <http://www.bbc.com/news/uk-politics-36616028>.
- Becker, Sascha O., Thiemo Fetzer, and Denis Novy. *Who Voted for Brexit? A Comprehensive District-Level Analysis*. Working Paper Series. UK, 2016.
- Bischoff, Ulrike. "Helaba-Finanzplatzstudie „Brexit – Let’s Go Frankfurt“." 03.11.2016, n.d. <https://www.helaba.de/helaba/die-helaba/presse/presseinformationen/presseinfos-2016/presseinfos-2016-basislayout/helaba-finanzplatzstudie--brexit---let-s-go-frankfurt-/407432>.
- Clark, Nick, and Jane Hardy. "Arbeitnehmerfreizügigkeit in der EU. Der Fall Großbritannien." *Friedrich-Ebert-Stiftung*, 2011.
- Cretu, Corina, Marianne Thyssen, Phil Hogan, and Karmenu Vella. *Europäische Struktur- Und Investitionsfonds 2014-2020*. Belgium, 2016. doi:10.2776/14496.
- Dax, Thomas, Andrew Copus, Joan Noguera, Petri Kahila, and Peter Weingarten. *EDORA: European Development Opportunities for Rural Areas Country Profiles Report United Kingdom*, 2011.
- Didelon, C., Gilles Van Hamme, Medina P. Lockhardt, I. Wertz, and K. Pain. *TIGER - Territorial Impact of Globalization for Europe and Its Regions*, 2012.
- ESPON. *PURR - Potentials of Rural Regions 2010-2011*, 2009.
- ESPON Contact Point. *England’s Urban Growth Challenge: Messages from the ESPON Programme*. UK, 2012.
- Europäische Kommission. "Einführung in Was Ist Kohäsionspolitik? 2014-2020," 2014.
- . *Eurobarometer. THE KEY INDICATORS RESULTS FOR THE UK*, n.d.
- . "Open Data Portal for the European Structural Investment Funds - European Commission," n.d. <https://cohesiondata.ec.europa.eu/countries/UK>.
- Eurostat. "GDP at Regional Level - Statistics Explained," n.d. http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/GDP_at_regional_level#Further_Eurostat_information.
- LuxembourgforFinance. "Financial Expertise | Luxembourg, an International Financial Hub," n.d. <http://www.luxembourgforfinance.com/en/why-luxembourg/why-luxembourg>.
- Goldsmith, Peter, Quentin Peel, Brendan Donnelly, Malcolm Harbour, and Stephen Wall. "Britain and Europe: A New Settlement?" *European Policy Centre*, no. 23 (2016).
- Hague, Cliff. "Brexit - Why and What Next?," 2016. http://www.cliffhague.com/index.php?option=com_k2&view=item&id=286:brexit-why-and-what-next&Itemid=161.
- Ham, Peter Van. *Brexit: Strategic Consequences for Europe. Clingendael Report*, 2016.
- Kramer, Esther. *Economic, Social and Territorial Situation of the United Kingdom*. PE460.046. UK, 2011. [http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=IPOL-REGI_NT\(2011\)460046](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=IPOL-REGI_NT(2011)460046).
- Liddle, Roger, and Florian Ranft. "Brexit – Was Für Die EU Und Großbritannien Auf Dem Spiel Steht." *Friedrich-Ebert-Stiftung*, 2015.
- Lippert, Barbara, and Nicolai Von Ondarza. "Der Brexit Als Neuland." *SWP-Aktuell* 42 (2016): 1–8.
- Luxemburger Wort. "The Group Championing the Rights of All Brits in Luxembourg." 06.09.2016. <http://www.wort.lu/en/politics/brexit-negotiations-the-group-championing-the-rights-of-all-brits-in-luxembourg-57ce7205ac730ff4e7f65fe3>.
- Meurer, Friedbert, Martin Alioth, and Hans-Günther Kellner. "Im Schatten Des Brexit - Schottland, Nordirland, Gibraltar - Eine Ungewisse Zukunft," http://www.deutschlandfunk.de/im-schatten-des-brexit-schottland-nordirland-gibraltar-eine.724.de.html?dram:article_id=360702.
- Miller, By Vaughne, and Arabella Lang. "Brexit: What Happens next?" *House of Commons Library*, no. 07632 (2016).
- Miller, Vaughne. *Brexit: Impact across Policy Areas*, 2016. <http://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CBP-7213>.
- Odendahl, Christian. 2016. "Mögliche Folgen Des Brexit Für Die City of London | Bpb." 16.6.2016.

- <http://www.bpb.de/internationales/europa/brexit/229499/folgen-fuer-den-finanzsektor#footnode2-2>.
- ONS. "Migration Statistics Quarterly Report - Office for National Statistics," 2016. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/internationalmigration/bulletins/migrationstatisticsquarterlyreport/may2016>.
- Pain, Kathy, and Sandra Vinciguerra. *The London Case Study. TIGER - Territorial Impact of Globalization for Europe and Its Regions*, 2012.
- Ping Chan, Szu. "Luxembourg Calls for 'Smart Divorce' amid Brexit Talks," 20.07.2016, <http://www.telegraph.co.uk/business/2016/07/20/luxembourg-calls-for-smart-divorce-amid-brexit-talks/>.
- Richard, Yann. *Political Cooperation of EU. A Geographical Assessment. Territorial Impact of Globalization for Europe and Its Regions*, 2012.
- Rosenberger, Laura, and Patricia Wruuck. *Think Local. What Brexit Would Mean for Regional and Cohesion Policies in Europe*. Frankfurt am Main, 2016. https://www.dbresearch.com/PROD/DBR_INTERNET_EN-PROD/PROD000000000422311/Think_Local%3A_What_Brexit_would_mean_for_regional_a.pdf.
- Russo, Antonio, Ian Smith, Rob Atkinson, Loris Servillo, Bjarne Madsen, and Jan van der Borg. *ESPON ATTREG: The Attractiveness of European Regions and Cities for Residents and Visitors*. Tarragona, 2012.
- Short, John Rennier. "The Geography of Brexit: What the Vote Reveals about the Disunited Kingdom | Public Radio International." 27.06.2016, n.d. <http://www.pri.org/stories/2016-06-27/geography-brexit-what-vote-reveals-about-disunited-kingdom>.
- Springford, John, Philipp McCann, Bart Los, and Mark Thissen. "Brexiting Yourself in the Foot: Why Britain's Eurosceptic Regions Have Most to Lose from EU Withdrawal | Centre for European Reform," 2016. <http://www.cer.org.uk/insights/brexiting-yourself-foot-why-britains-eurosceptic-regions-have-most-lose-eu-withdrawal>.
- The Centre for Cross Border Studies. *The UK Referendum on EU Membership*: Economic Development EU Referendum Briefing Papers Briefing Paper 5. EU Referendum Briefing Papers. Armagh, UK.
- — —. *The UK Referendum on Membership of the EU*: Citizen Mobility EU Referendum Briefing Papers Briefing Paper 4. EU Referendum Briefing Papers. Armagh, UK, 2016.
- Van Hamme, Gilles, and Yann Richard. "The Process of Regionalization and Free Trade Areas." *Territorial Impact of Globalization for Europe and Its Regions, ESPON 2013*, 2013.
- Warda, Peter. *Trends and Patterns in Outsourcing and Offshoring in Europe. A Literature Review*. TIGER Territorial Impact of Globalization for Europe and Its Regions, 2012.
- Wohlgemuth, Michael, Friederike Welter, Holger Schmieding, Franz Peter Lang, and Bert Van Roosebeke. "Austritt Großbritanniens Aus Der EU: Kann Die Europäische Union Einen Brexit Überstehen?" *Ifo Schnelldienst* 10, no. 69 (2016): 13–26.
- Woolford, Jayne. "What a Difference a Decade Can Make: Cohesion Policy and Brexit." *The UK in a Changing Europe*, 2016. <http://ukandeu.ac.uk/what-a-difference-a-decade-can-make-cohesion-policy-and-brexit/>.
- Woolford, Jayne, and Jo Hunt. *Wales and the EU Cohesion Policy*. Cardiff, 2016.

ESPON Contact Point Luxembourg

ESPON Contact Point Luxembourg

ESPON est un programme européen traitant de l'aménagement du territoire à l'interface entre la recherche appliquée et la pratique. Les Points de Contact ESPON servent à faciliter les flux d'information entre le programme européen et le niveau national. Ils diffusent en particulier les résultats de la recherche au niveau national.

Vous pouvez suivre d'actualité du Point de contact ESPON au Luxembourg sur le site:

<http://www.espon.public.lu>

Les informations sur le programme ESPON dans son ensemble sont disponibles sous:

<http://espon.eu>

Ce dossier a été mis sur pied par Jutta Bissinger, Dr. Estelle Evrard et Prof. Dr. Birte Nienaber

Publié en mars 2017

Impressum

ESPON - National Contact Point Luxembourg

Institute of Geography and Spatial Planning

University of Luxembourg

Belval Campus

Maison des Sciences Humaines

11, Porte des Sciences

L-4366 Esch-sur-Alzette